

ARRÊTE

Article 1^{er} : Sur l'ensemble du département de la Charente, le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans et plus aux abords (dans un rayon de 50 mètres) et au sein des lieux cités ci-après selon les modalités suivantes :

- marchés, brocantes, ventes au déballage, manifestations soumises à déclaration,
- gares (ferroviaires et routières) et abri-bus

En ce qui concerne les écoles, collèges, lycées et tout autre lieu d'enseignement, le port du masque est obligatoire aux abords des établissements au moment des entrées et sorties de cours.

Le port du masque est également obligatoire au sein de toute file d'attente, qu'elle se situe à l'intérieur d'un lieu ou sur l'espace public.

Cette obligation ne s'applique pas aux personnes de onze ans et plus en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 2 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : Le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L.3136-1 du code de la santé publique.

Article 4 : Transmission du présent arrêté sera faite au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême.

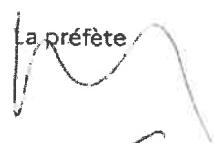
Article 5 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 : L'arrêté préfectoral du 2 juin 2021 portant prorogation de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2021 mettant en place des mesures complémentaires pour faire face à l'évolution de la situation épidémique et à la propagation du virus Covid-19 dans le département de la Charente dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire est abrogé.

Article 7 : Les sous-préfets d'arrondissement, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise à Mme le procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême.

Angoulême, le 17 juin 2021

La préfète

Magali DEBATTE